L'ABEILLE.

PARAISSANT TOUS LES JOURS PAR
JEAN BAYON.

Prix du journal durant l'été :
MARDI, JEUDI & SAMEDI.

SAMEDI, (...) 4 AOUT 1832.

TICKET REPUBLICAIN.

POUR PRÉSIDENT,

ANDREW JACKSON,

DU TENNESSEE.

Le général Jackson [illegible] par une lucidité d'esprit, une force de volonté [illegible] se rapproche plus du [illegible] qu'aucun autre vivant."—JEFFERSON. [illegible] ant au capitaine [illegible] qui a répandu tant de [illegible] sur notre pays, dont la renommée constitue une si [illegible] portion de sa *propriété morale*, je n'ai jamais eu, JE NE PUIS JAMAIS AVOIR pour lui d'autre sentiment que celui du plus profond RESPECT *et de la plus grande bienveillance.*"—H. CLAY.

POUR VICE-PRÉSIDENT,

MARTIN VAN BUREN,

DE NEW-YORK.

ELECTEURS DE LA LOUISIANE.

POUR LE PRÉSIDENT ET LE VICE-PRÉSIDENT.

Premier District,	J. B. PLAUCHE',
Second District,	THOMAS W. SCOTT,
Troisième District,	TRASIMOND LANDRY,
Quatrième District,	ALEX. MOUTON,
Cinquième District,	PLACIDE BOSSIER.

GOUVERNEUR.

J. B. DAWSON.

INTÉRIEUR.

NOUVELLE-ORLÉANS, 4 août.

Les courriers d'hier et d'avant-hier sont arrivés et n'apportent aucune nouvelle d'Europe. Il y a eu à New-York, du 18 au 19 à midi, 202 nouveaux cas de choléra et 82 décès ; le 20, à midi, 226 nouveaux cas et 100 décès. Cette maladie régnait aussi à Rochester et à Buffalo. A Albany, le 18, on comptait 21 nouveaux cas et 5 décès.

C'est avec douleur que nous annonçons que le choléra est déjà à St. Louis. D'après le *Missouri Free Press* du 12 du mois dernier, il paraît que ce fléau avait causé plusieurs décès.

Notre marine a à déplorer la perte du jeune commodore W. G. RODGERS. Il a terminé sa carrière le 21 mai, à bord de la corvette *Warren*, dans la baie de Buénos Ayres.

La goëlette *Halcyon*, arrivée hier, est partie de Véra-Cruz le 21 du mois dernier. Nous avons reçu des journaux de cette ville jusqu'au 20, mais leur contenu n'est pas bien important. On y trouve une proclamation du général Santa-Anna, adressée à ses troupes, par laquelle il leur annonce que les conférences qui ont eu lieu au Puente-Nacional se sont terminées sans qu'il ait vu se réaliser les espérances qu'il avait conçues en signant l'armistice de Corral-Falso ; que par cette adhésion il avait sacrifié les avantages qu'il aurait pu tirer de sa force et de sa position, pour épargner le sang mexicain et rétablir la paix dans la république, mais que ni cette généreuse conduite, ni la justice de la cause qu'il défendait, n'ayant diminué les prétentions de l'homme qui a usurpé le pouvoir, les hostilités allaient recommencer. Le général Santa-Anna devait sortir des murs de Véra-Cruz, dans l'après-midi du 21, avec toutes ses forces, montant, à ce que l'on dit, à 3000 hommes, et se diriger sur Cordova.

Il paraît que la ville de Zamora (Etat de Michoacan) s'est prononcée en faveur du plan de Véra-Cruz, ainsi que celles de Sonora et Sinaloa. Cette nouvelle est donnée par le *Fénix de la Libertad*, journal de l'opposition, imprimé à Mexico. Cette même feuille nous apprend que le préfet de Zacualtipan ayant su qu'une des villes des environs s'était prononcée en faveur de Santa-Anna, il s'avança avec une force de 250 à 300 hommes et une pièce de campagne, mais qu'à son approche il rencontra une division de 500 hommes, sous le commandement du colonel Meriotegui, qui lui fit mettre bas les armes.

Par des lettres commerciales du Port-au-Prince, en date du 9 juillet, reçues à Baltimore, on apprend que la farine se vendait de $17 50 cts. à $18. Le café valait 14 cents sur place et tendait à continuer en hausse.

Le capitaine SMITH, du brick *Susan*, arrivé à Norfolk, de Malaga, d'où il est parti le 16 juin, annonce que l'escadre de don Pédro avait fait voile pour Lisbonne. D'ici à la fin de ce mois, nous devons nous attendre à connaître le résultat de cette expédition. La frégate des Etats-Unis la *Constellation* était à l'ancre dans le Tage.

La frégate française *la Flore*, de 46 canons, capitaine LE BLANC, est arrivée le 20 du mois dernier à Hampton Roads : elle se rend à Brest. En répondant au salut de cette frégate, un artilleur du fort Monroe a été tué et deux autres grièvement blessés, par l'explosion d'une pièce au moment où on la chargeait.

Dieu nous préserve de nous faire jamais les champions de la gloire des compatriotes de feu le général Packenham; c'est une tâche que nous laisserons remplir à qui de droit. Et si l'amour propre d'un vieux soldat ne s'était laissé prendre aux insinuations de quelque ennemi des héros du 8 janvier, pour voir, dans notre énumération de ses titres à l'estime de ses compatriotes, une insulte aux malheurs de l'armée française en 1815, nous n'aurions pas pris la plume pour répondre à l'étrange inculpation dont nous sommes l'objet.

N'est-il pas étrange que dans l'énonciation d'un fait que nos adversaires ne peuvent contester ils prétendent trouver un outrage au pays que nous aimons le mieux après le nôtre? Avons-nous donc coutume de mettre la morgue et un aveugle orgueil à la place de la raison? Avons-nous besoin d'aller chercher si loin des sujets de louange, quand l'histoire de notre pays et la biographie de notre candidat nous en offrent tant et de si beaux! Ou, enfin, veut-on nous forcer à dire que nous ne pourrions insulter aux vétérans de Waterloo sans deverser l'injure sur quelqu'un des nôtres? Eh bien, que le correspondant de l'*Argus* le sache, s'il a laissé un peu de son sang à Mont St. Jean, il est des hommes auxquels nous tenons de près qui y ont laissé leur vie. Nous n'avons pas la sotte vanité de nous targuer d'une circonstance qui n'ajoute rien à notre mérite; nous voulons faire voir seulement à celui qui nous attaque qu'on peut tomber dans d'étranges erreurs en faisant de si grands efforts pour interpréter les pensées d'autrui et pour trouver dans des mots tout autre chose que ce qu'on y a mis.

La gloire des armées françaises nous est chère à plus d'un titre; nous l'avons manifesté plus d'une fois. Nous ne pouvons donc qu'être surpris du reproche qu'on nous fait aujourd'hui; en effet, que peut-il y avoir d'offensant pour les vétérans de ces armées, à rappeler qu'Andrew Jackson a eu le bonheur de battre ceux qui, à tort ou à raison, se sont attribué le sanglant triomphe de Waterloo, mais qui au moins (personne ne le conteste) l'ont partagé? Quelqu'un ignore-t-il que les revers de Napoléon dans cette triste journée ne sont dûs qu'à la trahison de quelques chefs, qui ont eu l'indignité de trafiquer du sang de leurs compatriotes. Avec plus de bonne foi, et moins d'envie de trouver à reprendre dans l'énumération des titres d'Andrew Jackson, on aurait vu que l'épithète que d'autres lui ont donnée et que nous nous bornons à répéter, avait pour objet, au lieu de ce qu'on a voulu voir, de tourner en ridicule la morgue britannique, en rappelant que ceux qui, sans pudeur, se sont attribué à eux seuls la gloire d'un combat dans lequel, comme on le dit fort bien, ils eussent été défaits sans le secours de leurs alliés, sont venus se faire battre par une poignée de miliciens. Si ces Anglais eussent été sans bravoure nous aurions oublié la victoire du 8 janvier; mais il y a un double plaisir à se rappeler qu'on a triomphé d'un ennemi courageux et vain, qui s'est laissé aller à l'ivrement de l'orgueil par un moment de succès. Voilà toute notre pensée; et maintenant le lecteur jugera sans doute comme nous, que toute cette élégante logique que notre épigraphe a suscitée à l'*Argus*, il l'a faite en pure perte.

L'*Argus*, que nous croyions mort et qui tout-à-coup a trouvé la parole jeudi dernier; l'*Argus*, si fort sur la [illegible]! et qui ne trouve rien de mieux à opposer à l'énumération des titres du général Jackson que dire que cela est [illegible] et que cela ressemble beaucoup "tant par la forme que le fond" à une épitaphe; l'*Argus* voudrait-il bien [illegible] la peine de nous expliquer par lui-même, ou par [illegible]ise de son correspondant, ce qu'il entend par le [illegible] *de notre nouveau choix*, et, en même temps, quel [illegible] *ces de notre ancien choix?*

Un journal a publié les résolutions adoptées par une assemblée qui a eu lieu à Philadelphie, pour manifester le mécontentement qu'a fait naître l'apposition du véto du président au bill de la Banque; et l'on a voulu faire ressortir l'importance de cette assemblée en disant qu'elle se composait en totalité ou en majorité de partisans du général Jackson que cet exercice de sa prérogative a éloignés de sa cause. Voici un article que nous extrayons d'un journal de Philadelphie, qui donnera une idée plus exacte des élémens de cette assemblée et qui montre le peu de cas qu'il faut faire de sa manifestation:

PHILADELPHIE, 18 juillet.

Le grand *meeting* de l'opposition a eu lieu lundi, pour signaler la retraite d'une demi-douzaine de *gentlemen* des rangs du parti démocratique, et pour régler les conditions auxquelles les intérêts de M. Clay et de la Banque seront soutenus par leurs partisans coalisés. Ce *meeting* a été nombreux, en ce qu'il a été honoré de la présence de presque tous ceux qui furent promenés en voiture dans la ville, dans une circonstance antérieure. Un citoyen respectable qui était opposé au général Jackson en 1824; qui, en 1828, passa dans les rangs de son parti pour le soutenir quand il n'avait plus besoin de soutien; et qui a repris ses anciennes opinions politiques à peu près à l'époque de la retraite de M. Ingham du cabinet, présidait l'assemblée. Des cinq vice-présidents, le premier est, et a toujours été, l'un de nos plus honorables et de nos plus inflexibles clayistes,—un des autres a été membre de cette bande *spartienne* qui, sous la direction et les auspices de Stephen Simpson, *protocoliza* le président parce que le sénat avait refusé de ratifier la dignité officielle de son chef,—deux sont bien connus comme ayant passé dans les rangs de l'opposition depuis quatre mois,—et le cinquième peut être, et peut avoir été, quelque chose ou tout ce que vous voudrez, en politique, car après de laborieuses recherches nous n'avons trouvé personne qui pût nous donner des informations sur son compte. Les secrétaires étaient des hommes de peu d'importance, mais d'après leur capacité ils sont connus pour travailler depuis long-temps au soutien de la cause qu'ils ont tâché de servir dans cette occasion. M. Randall, qui a présenté les résolutions les plus importantes, a toujours été un partisan distingué et dévoué de M. Clay. L'orateur qui lui a succédé, M. Jack, est de l'école Simpson, il s'est réuni à notre parti sans invitation et sans en donner avis, a manqué son but, et, d'après ce que nous tenons de lui-même et d'autres personnes, s'est retiré il y a environ dix-huit mois, sans en avertir personne et sans emporter les regrets de qui que ce soit. M. Cox, le troisième qui a proposé des résolutions, et le dernier candidat malheureux de l'opposition pour le congrès, est un de ces dignes personnages qui ne sont jamais hors de leur place, si ce n'est quand ils se mêlent parmi le peuple. M. Wetherill, qui était porteur de l'excuse de M. Clay pour son refus de prendre part au dîner gratuit de Powelton le 4, a manifesté son hostilité continue contre le général Jackson en proposant le vote de remercîmens. De tous ceux qui ont pris part aux délibérations du *meeting*, il n'y avait pas un seul individu, nous l'affirmons sans crainte, (à l'exception unique du *gentleman* qu'il paraît que personne ne connaît,) qui n'eût perdu depuis long-temps la confiance du parti de Jackson, si même il l'avait jamais possédée. Tel a été ce grand *meeting*, qui a commencé par déclarer les craintes et l'indignation que lui inspirait le véto, et qui a fini par adopter une résolution tendant à empêcher, s'il le peut, "que le vote de la Pennsylvanie ne soit donné au général Andrew Jackson à la prochaine élection présidentielle." Il n'est pas surprenant que ceux qui ont résolu cela se sentent indignés et alarmés de cette mesure, car elle a détruit leurs espérances et rendu inutiles leurs résolutions.

L'*Inquirer* dit qu'il y avait environ sept mille citoyens au *meeting* de lundi. Des personnes qui ont le coup d'œil juste pour estimer la quantité d'hommes présents dans de semblables réunions, nous assurent qu'il n'y en avait pas plus de quinze cents à celle-ci. Et encore y avait il là un très-grand nombre de spectateurs qui n'avaient été attirés que par la curiosité, sans prendre aucune part aux délibérations, ou approuver l'objet du *meeting*. Ce faux exposé de l'ombre du "*Democratic Press*," est en concordance avec le caractère qu'a toujours eu ce journal. Comptant avec une confiance toute suffisante sur leur habileté pour duper le peuple, les politiques qui voltigent autour de lui, lui débitent avec la plus grande gravité imaginable les plus palpables absurdités. Toutefois, au lieu d'égarer le peuple, ils ne font que se tromper eux-mêmes. Vénaux, corrompus, sans principes, comme sont et ce journal et la faction qui le dirige, nos démocrates les regardent avec horreur et mépris; et quand le véto n'aurait produit d'autre bien que de débarrasser de l'*Inquirer* notre parti, dont il a été trop long-temps le cauchemar, ce serait assez pour avoir acquis au président des droits aux remercîmens et à l'appui de tout homme honnête et démocrate sensé parmi nous.

(*Pennsylvanian.*)

Le *Nouvelliste*, journal ministériel de Paris, raconte les traits suivants de Louis-Philippe.

En passant par la rue des Arcs, S. M. fut invitée, par ceux qui l'accompagnaient, à hâter le pas de son cheval, pour se mettre à l'abri des coups de fusil qui allaient être tirés des maisons où l'on apercevait des révoltés ; mais le roi, au contraire, tira sur les rênes de son cheval et ralentit sa marche.

Etant près d'un groupe de mécontents qui criaient "*A bas le roi—la tête du roi*" S. M. s'avança au milieu d'eux et dit : "*Voici le roi—ceux qui lui en veulent peuvent s'expliquer avec lui.*"

EXTERIEUR.

FRANCE.

PARIS, 6 juin.

On cite un fait admirable d'un homme du peuple. Ce pauvre homme, à peine couvert, s'est présenté ce matin chez M. de Montalivet, et lui a livré une somme dix mille francs en billets de banque, qu'un inconnu lui avait remis pour les distribuer à ses amis, afin de les exciter à s'armer et à prendre part à l'insurrection.

Il y a au moins 40,000 hommes de ligne réunis à Paris. Aux généraux déjà connus comme commandant des corps composant la garnison de la capitale, il faut ajouter :

Le lieutenant-général Cavaignac, commandant la brigade formée par les 1er et 2e carabiniers ; le maréchal-de-camp Saint-Simon, celle formée des 1er et 9e de cuirassiers ; le général Tiburce Sébastiani, commandant les 3e et 14e léger et le 42e de ligne.

ANGERS, 6 juin.

Le bruit s'est répandu hier à Angers, que les chouans marchaient au nombre 4 ou 500 sur Montjean, Chalonnes et d'autres communes des bords de la Loire.

Ce qui est certain, c'est qu'une bande de deux cents hommes environ, commandée, assure-t-on, par MM. Du Doré, s'est présentée dans la journée du 5 à Montjean ; la garde nationale, avertie à tems, s'était déjà retirée dans le château, d'où elle a engagé la fusillade avec une vive ardeur. Les chouans, voyant qu'ils ne pourraient pas avoir, comme ils paraissaient le croire, bon nombre des braves gardes nationaux de Montjean, se sont retirés. Nous ne savons pas au juste de quel côté ils ont dirigé leur marche. Plusieurs personnes pensent qu'ils ont marché sur Jallais. On nous affirme que le résultat de cette affaire est quatre chouans tués et deux gardes nationaux blessés.

De nouveaux renseignemens nous arrivent à l'instant même sur cette affaire de Montjean. Il paraît que la fusillade de la garde nationale contre les chouans a duré près de heures.

Une nouvelle colonne mobile de notre garde nationale doit partir aujourd'hui pour l'arrondissement de Beaupréau.

CHALONNES, 4 juin.

Les chouans qui devaient nous attaquer cette nuit ont dirigé leur marche vers Jallais ; il paraît certain qu'un engagement a eu lieu avec la troupe stationnée dans ce dernier lieu, que les chouans ont été repoussés; mais que cependant ces derniers auraient surpris et fait prisonnier un poste avancé.

Ce matin, cette bande a été vue dans le bourg de Sainte-Christine, au nombre de deux cents, ayant de cinq à sept prisonniers, dont un sergent ; ils disaient se diriger sur Montjean, pour désarmer la garde nationale de cette commune.

Je suis certain et je puis vous affirmer que ces bandes se réunissent et s'organisent dans les communes de Saint Laurent, Sainte-Christine et du Pin-en Mauge ; mais des troupes, en station dans les bourgs de ces trois communes, empêcheraient ce brigandage et rendraient la sécurité au pays.

SAINT-LAURENT DE LA PLAINE, 6 juin.

Je puis vous affirmer qu'une réunion préparatoire de guerre civile a eu lieu hier, de nuit, entre notre commune et celles de Sainte-Christine et Neuvi ; elle devait être nombreuse ; disaient les chuageurs, et se reproduire dans toute la Vendée ; elle était d'environ soixante, tant réfractaires qu'habitans de ces et des communes voisines. Il paraît qu'ils sont rentrés chez eux le matin, de bonne heure, afin de n'être point connus. Presque tous les habitans avaient été prévenus de s'y trouver. Un grand nombre n'en a rien fait.

On est venu, la même nuit, prendre la caisse et les bagnettes appartenant à la commune, qui étaient chez le garde-champêtre. Tout cela est arrivé depuis le départ de la troupe, qui a eu lieu vendredi.

BOURBON-VENDÉE, 3 juin.

Le général Ordenner, à la tête d'un détachement de 400 hommes de gardes nationaux et de troupes de ligne, est parti par bateau à vapeur ; débarqué à Saint-Florent, il a marché sur Fontenrault : 3,000 hommes se trouvent réunis sur ce point qui, sous ses ordres, vont cerner et écraser les 1,500 ou 2,000 chouans réunis dans la forêt de Leppo, arrondissement de Beaupréau, (Maine-et-Loire.)

MACHECOUL, 5 juin.

Une compagnie de grenadiers du 32e. est partie à onze heures sous le commandement du chef de bataillon Phélippeaux, avec 200 hommes de notre garde nationale, pour s'assurer si une bande qu'on disait s'être formée à la Caraterie, existait réellement. Une partie de la compagnie rentre à l'instant, et nous apprend qu'on s'y est battu, 12 chouans ont été tués ; mais malheureusement un de nos plus braves gardes nationaux, M. Remplir, a reçu une balle dans la cuisse; on croit qu'un grenadier a été blessé aussi.

Par le hasard le plus heureux, une compagnie du 17e, envoyée de la Garnache dans le même but, a pris les chouans en queue et les a culbutés dans un tour de main. Cette bande, composée de trois à quatre cents chouans, était commandée par M. Louis Cornullier. 25 grenadiers ont fait feu sur lui à cinquante pas; s'il n'a pas été tué, qu'il en fasse complément à la vitesse de son cheval. Nos gardes nationaux, les deux compagnies du 32e et du 17e faisant ensuite leur jonction, ont agi de concert, et les chouans ont été entièrement dispersés; c'est une bande détruite.

Dès que la nouvelle de ce combat a été connue ici, deux autres compagnies du 32e. sont parties pour prêter main forte à leurs camarades.

La compagnie de grenadiers, après s'être bien battue, est entrée avec le commandant Phelippeau au château de Cornullier. L'exaspération des soldats était à son comble, et malgré les ordres les plus formels de leurs chefs, ils ont tout brisé et tout saccagé dans le château. Un aumônier a été vu au milieu de la bande ; on a cru reconnaître le curé de Saint Etienne de Mer Morte. La troupe rentre à l'instant, elle amène un prisonnier. Le 17e. en a fait aussi quelques uns.

Un détachement est parti cette nuit à deux heures, sous le commandement du colonel Duvivier, du 32e. : ce détachement se compose de la compagnie de marins, d'une compagnie de l'artillerie et de trente hommes de la garde nationale de Nantes; une compagnie de grenadiers du 32me., quinze gendarmes du premier régiment de gendarmerie mobile, cinq de la gendarmerie départementale et de quatre gendarmes à pied.

On assure que cette colonne, qui doit être secondée par le détachement de gardes nationaux repartis hier par bateau à vapeur pour Ancenis, est chargée d'opérer la fouille de la forêt du Sellier, près Saint Marc du-Désert. On dit qu'une bande d'environ mille chouans y est réfugiée; prise entre deux feux, elle ne peut manquer d'être bientôt détruite et écrasée.

Trois de nos députés marchent avec cette colonne: ce sont MM. Chaignau, Chailloux et Luminais, qui font partie de nos compagnies d'artillerie.

Nous apprenons à l'instant que, malgré la pluie qui n'a cessé de tomber cette nuit, pas un homme n'a manqué à l'appel; bien plus, 100 gardes nationaux qui n'étaient point commandés se sont joints à l'expédition.

Le château de Thouaré ayant été signalé à M. le lieutenant-général Solignac, il a été cerné cette nuit par un détachement de 50 grenadiers du 32me. On y a trouvé M. Thouaré fils, qui a été arrêté et amené à la prison de Nantes. La visite du château et de la maison d'un nommé Blandin ayant été faite, on y a trouvé son uniforme de chouan: chapeau, habit et épaulettes.

M. de Lescure qui, dit on, commandait en chef la bande culbutée à Maisdon par les deux compagnies du 29me., a reçu dans cette mêlée une blessure mortelle; il a dû succomber cette nuit dans une ferme des environs du théâtre de ses exploits.

Plusieurs rencontres ont été faites hier sur divers points de la Loire-Inférieure. Les rebelles, partout repoussés, ont perdu un grand nombre de leurs.

Le général Dermoncourt est rentré hier soir, à neuf heures, à Nantes, à la tête de sa colonne.

PARIS, 3 juin.

RAMIFICATIONS DE LA CHOUANNERIE.

Depuis la publication du fameux document qui fut accueilli par certains optimistes avec le sourire d'une dédaigneuse incrédulité et contre lequel toutefois, il faut le reconnaître, les journaux ministériels des plus accrédités (*le Moniteur et le Journal des Débats*) ne hasardèrent pas un seul mot, il ne se passe pas de jour que nous n'entendions dire autour de nous: "Mais *le Constitutionnel* n'avait pas si tort! Il paraît qu'il était très-bien informé! Que voyons-nous en effet dans la conduite des puissances étrangères envers la France, si ce n'est une preuve perpétuelle de leur coalition contre la révolution de juillet? Les yeux les plus aveuglés ne seront ils pas dessillés par cette entreprise de la duchesse de Berry, encouragée, secondée, soldée à l'étranger par les plus hauts personnages, et bientôt suivie de l'explosion d'une guerre civile dans la Vendée? Et ces 80,000 Russes qui s'avancent vers l'Allemagne! et ces mesures minimes de la diète! et ces armemens toujours croissans de l'Autriche! et ces cris de joie, ces démonstrations menaçantes à l'avènement de lord Wellington au pouvoir! et cette morne tristesse, et abattement de toute la diplomatie après le triomphe de lord Grey et du peuple anglais!"

Oui, voilà ce que nous entendons dire partout depuis quelques jours, et le bon-sens public nous venge suffisamment de certaines railleries, dont nous n'avons jamais fait grand cas. Nous ajouterons ajourd'hui que beaucoup de renseignemens et de nouveaux détails qui nous sont parvenus, confirment la vérité du document que nous avons livré à la publicité, et nous exhortent plus que jamais notre gouvernement à se méfier des intentions et des projets des puissances étrangères; à les mettre enfin en demeure de choisir entre la paix et la guerre, de faire cesser cet état d'incertitude à l'ombre duquel elles conspirent contre la France, de complicité avec nos ennemis intérieurs.

On se rappelle que le *Courrier* anglais fut un de ceux qui d'abord parurent révoquer en doute l'exactitude de nos révélations. Eh bien! dans un article que vient de publier ce journal sur les troubles qui désolent la Vendée, il dit qu'il serait absurde d'attacher une grande importance à ces événemens, si les chouans et les carlistes n'étaient qu'un corps de rebelles isolé.

"Mais, ajoute le *Courier* anglais, il y a dans ces mouvemens des ramifications d'un ordre élevé. Qu'on se rappelle la position de l'Europe il y a trois semaines, et qu'on se demande alors s'il n'y a pas d'autres chefs que ceux qui commandent les chouans en personne. En France on s'était préparé à une explosion générale; en Espagne, une grande armée était prête à agir avec les carlistes; en Hollande, une armée puissante devait marcher contre la Belgique; en Angleterre, lorsque les ennemis de la réforme eurent inutilement fait jouer leur premier ressort, l'énergie du gouvernement ayant forcé le parti de la sainte-alliance à ratifier le traité de la conférence, ils firent jouer le second ressort et n'eurent pas plus de succès, parce que le peuple ne voulait pas se soumettre à un ministère anti-réformiste, anti-libéral. Le succès dans l'une ou l'autre de ces tentatives aurait mis toute l'Europe en mouvement; la guerre civile serait commencée en France; les Espagnols seraient en route pour se réunir aux carlistes, la Hollande aurait envoyé des forces contre la Belgique, et si le résultat eût été long-temps douteux, les puissances qui, jusqu'à ce moment, se sont contentées de pousser les carlistes par leurs intrigues et leur argent, auraient volé à leurs secours avec des fusils et des baïonnettes. Les amis de Lafayette l'ont échappé belle, et ne sont pas encore en sûreté. Si la cause de l'ordre est menacée par quelques républicains exaltés, celle de la liberté l'est bien plus par la ligue de ses antagonistes dans toute l'Europe. Les constitutionnels, qui sont à la fois ennemis du despotisme et de l'anarchie, doivent se tenir sur leurs gardes."

(*Constitutionnel.*)

Parmi les pièces saisies chez de M. Lambépin, arrêté dans la Vendée, se trouve celle-ci qui émane d'un ancien Vendéen :

Note à remettre à Madame.

"Les différens ordres qui ont été transmis au nom de Madame dans les départemens de l'Ouest, prouvent que S. A. R. a reçu des émissaires qui ont été envoyés par elle, les rapports les plus faux sur la véritable situation de ces départemens, et qu'ils on dit à Madame absolument le contraire de ce qu'ils étaient chargés de lui dire. Il faut donc que quelqu'un, sur la franchise de qui l'on puisse compter, veuille bien se charger de porter à Madame la note suivante, qui contient l'exacte vérité sur la situation de l'Ouest.

"L'armement est loin d'être ce qu'il faudrait qu'il fût, pour soutenir avantageusement la guerre : il se compose des fusils jetés sur les côtes par les anglais pendant la première révolution et à l'époque des cent jours : les derniers seuls sont en état de service, mais une partie de ces armes est à peu-près perdue faute de soins, et par la nécessité où l'on a été de les cacher tant sous le ministère Decazes, que depuis la révolution de 1830. De plus, quelques uns de ceux qui en avaient les offrendus, soit pour en avoir le prix, soit pour les échanger contre des fusils de chasse. L'armement actuel n'est donc composé que de vieux fusils anglais, et d'un aussi grand nombre de fusils de chasse, ce qui augmente beaucoup la difficulté de la distribution des cartouches, surtout pendant ces affaires.

"La poudre manque encore bien plus que les fusils : depuis la révolution de 1830, on ne s'en est procuré dans nos départemens qu'avec la plus grande peine, et livre à livre.

"Les patrouilles et les visites domiciliaires ont nécessité de grandes précautions pour que ces poudres ne fussent pas trouvées dans les maisons, où on les a cachées, dans des arbres creux, dans des barges de fagots, de foin etc. L'humidité a causé des pertes bien fâcheuses, et il faut le dire franchement, parce que c'est la vérité, et qu'il faut que Madame et son conseil le sachent, dans la plupart des divisions il ne reste pas de quoi soutenir la guerre pendant quinze jours.

"Lorsque nous avons pris les armes en 1815, nous étions dans la même position ; mais alors nous comptions et pouvions compter sur l'assistance de l'Angleterre maîtresse de la mer tandis qu'aujourd'hui nous n'avons rien à en espérer. Tous les chefs connaissent cette position ; les propriétaires fidèles et dévoués la connaissent aussi ; et chacun sait que dans cet état, nous ne pouvons agir avec quelque espoir de succès, qu'appuyés par les armées européennes qui, en attaquant les frontières de la France, forceraient Philippe à retirer de nos départemens une partie des troupes de ligne qui s'y trouvent et qui sont très nombreuses; qu'il sera fort difficile de former les premiers rassemblemens qui alors seraient peu considérables, car nous savons tous que nos ennemis ayant à eux toutes les ressources dont nous sommes privés, il est impossible que les royalistes puissent seuls rétablir la légitimité : chacun sent cette impossibilité, et si des ordres intempestifs, auxquels nous obéirons cependant, nous forçaient à prendre les armes, nous ne réunirions auprès de nous, que quelques uns de ces hommes, doués d'un courage surnaturel, et quelques autres parmi ceux qui n'ont rien à perdre, tandis que si nous ne les prenons qu'appuyés par les armes étrangères, nous pays, nous pouvons le dire, se lèveront presque en masse, et présenteront une force formidable, tout le monde étant aussi persuadé que la révolution est hors d'état de résister à une coalition de l'Europe qu'on l'est que, sans cette coalition, les royalistes ne peuvent rien. Ce n'est que quand on nous verra cet appui, que les grandes villes se joindront à nous ; sans cela elles seront contre, quel que soit l'esprit des habitans, qui ne voudront pas se lancer dans une entreprise n'offrant aucune chance de succès.

"Que Madame ne se laisse donc pas éblouir par des paroles flatteuses, sans doute, mais dépourvues de possibilité ; qu'on ne cesse de répéter à tout pour la France ; rien, si elle s'en rapporte à ces donneurs de conseils, et qu'elle nous fasse prendre les armes : un mois après il n'y aura plus de ressource; la dernière ressource de la monarchie sera anéantie; tous les chefs seront pris ou morts, et le pays entièrement dévasté. Si les cinquante mille hommes qui sont dans l'Ouest ne s'assistaient pas pour cela, on enrouverait facilement un plus grand nombre, si la guerre ne retenait pas l'armée aux frontières ; il faut au contraire, qu'elle y appelle une partie des troupes qui nous sont opposées : cinquante mille hommes ne manquant ni d'armes ni de munitions, sont trop contre des hommes manquant presque de tout.

"Un jour viendra, peut-être, si on a la patience de l'attendre, où l'on pourra faire par la France et rien par l'étranger, ce qui serait sans doute beaucoup mieux; mais ce jour n'est pas encore venu : la misère du peuple est hiver dans les villes, peut hâter beaucoup cet instant ; quelques efforts que fassent les villes et les encouragemens, il leur sera impossible de fournir aux besoins de la classe ouvrière, maintenant sans ouvrage, surtout au prix exorbitant auquel se sont élevés les grains par suite de la mauvaise récolte de cette année. Ne vaut-il pas mieux laisser supporter à Philippe le poids de cette inévitable misère que d'en charger Henri V et la régence de Madame, en supposant qu'on puisse opérer la Restauration avant ou pendant l'hiver.

"Rien ne peut désormais empêcher que cette misère n'ait lieu, et si la Restauration ou une tentative de restauration s'effectuait maintenant nos ennemis diraient au peuple, qui les croirait, que, si la Restauration n'avait pas eu lieu ou n'avait pas été entreprise, on aurait pourvu à tous les besoins, tandis que dans le cas contraire, nous pourrions aussi, nous, et avec bien plus de raison, dire aux ouvriers sans ouvrage, aux marchands qui ne vendent rien, aux banqueroutiers, etc., que c'est à leur glorieuse révolution à Philippe et à son gouvernement seuls, qu'ils peuvent s'en prendre, les royalistes les ayant laissés faire tout ce qu'ils ont voulu sans opposition.

"Nous supplions Madame de prendre ces observations en considération, et la prions de ne pas s'en rapporter à des gens qui lui ont raconté de nos contrées tout le contraire de ce que nous les avons chargés de lui dire.

"Déjà une tentative intempestive, faite par la Hollande, a empêché le ministère Périer de tomber, et lui a même donné bien plus de force qu'il n'en avait auparavant. Il en serait ainsi de toutes les tentatives partielles, et de celles des royalistes surtout, qui verraient à l'instant se réunir contre eux tous les partis, et éloigneraient de leur cause tous ceux qui ne se décideront que sur des chances de succès, qu'ils ne voient et qui n'existent réellement, en ce moment, qu'avec le concours des étrangers.

"Une prise d'armes, opérée pour nous, sans ce concours, et dans les positions où nous sommes, ne sera, comme nous l'avons déjà dit, que l'entière destruction du parti royaliste; et qu'en résulera-t-il, si la France est attaquée plus tard par l'Europe? c'est qu'alors il n'existera plus d'armée royale pour appuyer et faire valoir les droits d'Henry V; que les étrangers, vainqueurs de la révolution, pourront disposer, comme ils le voudront, de nos provinces envahies, et sans que Madame puisse leur présenter son auguste fils à la tête d'une armée dévouée, prête, s'il le fallait, à soutenir ses droits sur l'intégrité de la France.

"Qu'on y pense donc bien ; la position des départemens de l'Ouest est grande et belle, parce qu'on les craint. Ils tiennent en échec 50 mille hommes de troupes de ligne; si Madame leur ordonne de prendre les armes, ils obéiront, et le mouvement ne servira qu'à faire connaître leur peu de ressources ; les masses ne se lèveront point faute d'armes, de munitions, et surtout de confiance dans une tentative dont la pensée seule paraît une extravagance aux yeux de ceux qui connaissent le véritable état des choses, et qui savent que, dépourvus de tout, comme nous le sommes, nous ne pouvons rien sans un secours étranger ; mais qui, d'un autre côté, sont bien convaincus que contre ce secours la révolution ne peut plus rien.

"C'est avec cette connaissance de notre position, que nous avons chargé les émissaires envoyés par Madame, de la prier de ne nous faire prendre les armes pour la cause d'Henri V, que lorsque les premiers coups de canon auraient été tirés aux frontières par les armées européennes, ou dans le cas d'anarchie complète à Paris, par suite de l'anéantissement de Philippe et de sa famille, ou de la proclamation de la république, événemens qui auront peut-être lieu cet hiver, occasionnés par le désespoir où la misère peut porter les classes ouvrières et industrielles.

"Nous n'avons jusqu'à présent que gagné à attendre ; beaucoup de gens ouvrant les yeux, voient combien ils ont été dupes. L'augmentation d'impôt fait un bon effet, même dans l'intérieur de la France : de là, de nouvelles levées d'hommes offriront plus de difficultés que les premières ; tout nous porte donc à penser qu'il faut, pour réussir, patience et prudence, et surtout ne pas nous compromettre de plus en plus par des ordres mal donnés qu'il faut rétracter ensuite ; et qui nous ayant déjà été donnés plusieurs fois, ont occasionné toutes les persécutions auxquelles nous sommes exposés, et ont, plus que tout autre chose, contribué aux pertes de munitions que nous avons éprouvées."

"Pour copie conforme :

"*Le lieutenant général commandant la 12e. division militaire.*

"SOLIGNAC."

PARIS, 30 Mai.

REVUE DES JOURNAUX.

Il est évident pour nous que les organes les plus accrédités du parti légitimiste regardent au moins comme inopportune la nouvelle équipée des chouans; mais telle est sur cette presse l'influence de la popularité vendéenne qu'aucun d'eux n'a osé en désavouer les excès.

La *Quotidienne* n'en fait mention aujourd'hui que pour se plaindre des journaux indépendans qui appellent les rigueurs de la loi sur cette province, comme sur la duchesse de Berry.

Que veut dire la *Quotidienne*? Faut-il faire grâce aux brigands qui se postent au coin des bois pour dévaliser les diligences et désarmer nos détachemens? qu'elle s'en explique nettement, car pour nous, nous ne consentirons jamais à demander l'impunité pour de pareils forfaits.

Le *Courrier de l'Europe* reproduit un article des *Mélanges occitaniques* où les libéraux sont chargés de tous les crimes qui se commettent dans le midi. Le mensonge ne coûte pas plus que l'audace.

La *Gazette* cite sans commentaire l'article où nous faisions craindre aux légitimistes les représailles qui peuvent provoquer leurs emportemens. C'est une façon qu'elle donne à son parti, sous notre couvert.

La *France Nouvelle* continue son panégyrique. Si le gouvernement, dit-elle, eût persécuté les opinions religieuses, s'il eût cerné les villages et mis des garnisaires dans toute la Vendée, on aurait déjà la guerre civile. D'abord nous ne voyons pas en quoi diffère de la guerre civile l'état actuel de la Vendée, état qui va toujours empirant. Mais aucun ami de la liberté n'a donné au pouvoir le conseil de se faire persécuteur. Les curés refusaient de le reconnaître et prêchaient contre Louis-Philippe; on a dit aux ministres : "Ce n'est pas la peine de les payer pour cela." Les carlistes abusaient des emplois qui leurs étaient conservés pour pratiquer des soulèvement; on a dit aux ministres: "Votre devoir est de les destituer." Les ministres commencent à le comprendre; mais il est un peu tard.

Le *National* n'est pas content des *royales* communications du *Moniteur*, comme dit le journal de Paris; il pense que demain la feuille officielle nous apprendra l'existence d'une troisième bande, et ainsi de suite, jusqu'à ce que nous sachions que la Vendée est en feu.

Le *Courrier Français* dit que la tournure prise par les affaires de l'ouest était prévue. Le gouvernement seul feignait de ne point s'en apercevoir, pour ne pas se brouiller avec la restauration. Ce journal compte sur le courage des populations pour en finir avec la chouannerie qui désole ces contrées. Quand le général Lamarque, après la révolution de juillet, conseilla les ménagemens, il usa de prudence